

Brochure n° 3243

**Convention collective nationale**

IDCC : 1504. – **POISSONNERIE**  
**(Commerce de détail, demi-gros et gros)**  
**(7<sup>e</sup> édition en préparation)**

AVENANT N° 47 DU 27 OCTOBRE 2005  
RELATIF À LA CONDITION DE VALIDITÉ ET D'IMPÉRATIVITÉ DES  
CONVENTIONS COLLECTIVES ET ACCORDS DE BRANCHE ET  
D'ENTREPRISE

NOR : ASET0551356M  
IDCC : 1504

Entre :

La fédération nationale des syndicats professionnels du commerce du poisson et de la conchyliculture,

D'une part, et

La fédération du personnel d'encadrement des industries et productions agroalimentaires CFE-CGC ;

La fédération des services CFDT ;

La fédération commerce, services et force de vente (CSFV) CFTC ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des secteurs connexes (FGTA) FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Effet impératif des conventions collectives  
et accords collectifs de branche*

Les parties affirment que toutes les dispositions de la convention collective nationale, ses avenants et ses accords collectifs de branche sont impératives.

Elles s'imposent donc aux conventions et accords conclus au sein des entreprises et établissements relevant de son champ professionnel et territorial, qui ne peuvent y déroger que dans un sens plus favorable aux salariés.

## **Article 2**

### *Conditions de validité des conventions collectives et accords collectifs de branche*

La validité des conventions, accords et avenants signés est subordonnée à l'absence d'opposition de la majorité (en nombre) des organisations syndicales représentatives au plan national de salariés dans le champ d'application de l'accord.

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, l'opposition doit être exprimée par écrit dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord. Elle doit être exprimée et préciser les points de désaccord.

## **Article 3**

### *Conditions de validité des conventions collectives et accords collectifs d'entreprise ou d'établissement*

La validité des conventions, accords et avenants signés au niveau de l'entreprise ou l'établissement est subordonnée à l'absence d'opposition des organisations syndicales représentatives de salariés ayant recueilli au moins la moitié des suffrages valablement exprimés au premier tour des dernières élections du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel.

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, l'opposition doit être exprimée par écrit dans un délai de 15 jours à compter de la notification écrite de l'accord. Elle doit être exprimée et préciser les points de désaccord.

Les parties signataires ont convenu de demander l'extension de cet avenant, lequel entrera en vigueur le jour de l'arrêté d'extension.

Fait à Paris, le 27 octobre 2005.

(Suivent les signatures.)